

Session de Wiesbaden - 1975

Le principe de non-intervention dans les guerres civiles

(Huitième Commission, Rapporteur : M. Dietrich Schindler)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Constatant la gravité du phénomène des guerres civiles et des souffrances qu'elles engendrent ;

Considérant que toute guerre civile peut affecter les intérêts d'autres Etats et est donc susceptible de se transformer en conflit international si des obligations très rigoureuses de non-intervention ne sont prévues ;

Considérant, en particulier, que la violation du principe de la non-intervention en faveur d'une partie à la guerre civile mène souvent, en pratique, à l'ingérence en faveur de la partie opposée ;

Convaincu donc de la nécessité de préciser les devoirs des autres Etats face à une guerre civile sévissant sur le territoire d'un Etat déterminé ;

Réservant l'étude ultérieure des questions nées du danger d'extermination d'un groupe ethnique, religieux ou social, ou d'autres graves violations des droits de l'homme au cours d'une guerre civile,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier. Notion de guerre civile

1. Aux fins de la présente Résolution, on entend par "guerre civile" les conflits armés de caractère non interétatique, conflits qui surgissent sur le territoire d'un Etat et qui mettent aux prises :

a) le gouvernement établi avec un ou plusieurs mouvements insurrectionnels qui visent, soit au renversement du gouvernement ou du régime politique, économique ou social de l'Etat, soit à la sécession ou à l'autonomie d'une partie de cet Etat ;

b) deux ou plusieurs groupes qui, en l'absence de tout gouvernement établi, se disputent le pouvoir de l'Etat.

2. Ne sont pas des guerres civiles au sens de la présente Résolution :

a) les troubles localisés ou les émeutes ;

b) les conflits armés entre des entités politiques qui sont séparées par une ligne internationale de démarcation ou qui, pendant une durée prolongée, ont existé en fait comme des Etats, ni les conflits entre une telle entité et un Etat ;

c) les conflits de décolonisation.

Article 2. Interdiction de l'assistance

1. Les Etats tiers s'abstiendront d'assister les parties à une guerre civile sévissant sur le territoire d'un autre Etat.

2. Ils s'abstiendront notamment :

a) d'envoyer ou de tolérer l'envoi ou le départ de forces armées, de volontaires, d'instructeurs ou de techniciens militaires à l'une des parties à une guerre civile ;

b) de former ou d'entraîner, ou de tolérer la formation ou l'entraînement de forces régulières ou irrégulières en vue d'appuyer une des parties à une guerre civile ;

c) de fournir des armes, ou autre matériel de guerre, ou de tolérer une telle fourniture à l'une des parties à une guerre civile ;

d) d'accorder à l'une des parties à une guerre civile une aide financière ou économique de nature à influencer l'issue de cette guerre, sans préjudice de l'exception prévue à l'article 3, alinéa b) ;

e) de mettre leur territoire à la disposition de l'une des parties à une guerre civile ou de tolérer l'utilisation de ce territoire par l'une de celles-ci comme base d'opérations ou de ravitaillement, comme refuge pour le passage de forces régulières ou irrégulières, ou pour le transit de matériel de guerre. Cette dernière interdiction s'étend à la transmission d'informations militaires à l'une quelconque des parties ;

f) de reconnaître prématurément un gouvernement provisoire qui ne dispose pas d'un contrôle effectif sur une partie importante du territoire de l'Etat en question.

3.a) Les Etats tiers emploieront tous moyens pour éviter que les habitants de leur territoire, nationaux ou étrangers, réunissent des contingents et des équipements, franchissent la frontière ou s'embarquent dans leur territoire, pour fomenter ou déclencher une guerre civile.

b) Ils désarmeront et interneront toute force de l'une ou l'autre partie à la guerre civile qui traverserait leurs frontières, les dépenses consécutives à l'internement étant mises à la charge de l'Etat en proie à la guerre civile. Les armes trouvées en possession de ces forces seront saisies et gardées par l'Etat tiers pour être rendues à l'Etat en proie à la guerre civile, après la fin de ladite guerre.

Article 3. Exceptions

Nonobstant les dispositions de l'article 2, les Etats tiers peuvent :

- a) fournir une aide humanitaire conformément à l'article 4 ;
- b) continuer une aide technique ou économique qui ne serait pas de nature à exercer une influence substantielle sur l'issue de la guerre civile ;
- c) prêter une assistance ordonnée, autorisée ou recommandée par l'Organisation des Nations Unies conformément à la Charte et aux autres règles du droit international.

Article 4. Aide humanitaire

1. Devrait être tenu pour licite l'envoi de secours ou d'autres formes d'aide purement humanitaire en faveur des victimes d'une guerre civile.

2. Au cas où le territoire contrôlé par une partie ne peut être atteint qu'en traversant le territoire contrôlé par l'autre partie ou celui d'un Etat tiers, le libre passage devrait être accordé sur ces territoires au profit de tout convoi de secours, tout au moins dans la mesure prévue par l'article 23 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Article 5. Intervention étrangère

Lorsqu'il apparaît qu'au cours d'une guerre civile, une intervention s'est produite en violation des dispositions ci-dessus, les Etats tiers, sous réserve des mesures ordonnées, autorisées ou recommandées par l'Organisation des Nations Unies, ne peuvent fournir d'assistance à l'autre partie qu'en se conformant à la Charte et à toute autre règle pertinente du droit international.

*

(14 août 1975)